

# contre l'impérialisme américain

(Suite de la page 3)

— Contre le plan Marshall, plan qui soumet largement l'économie française aux capitaux américains.

— Contre l'alliance atlantique, qui organise un bloc militaire antisoviétique, sous la houlette U.S.

— Contre l'agression américaine en Corée.

— Contre le réarmement de l'Allemagne, imposé par les Américains.

C'est l'époque où, partout sur les murs, les ouvriers révolutionnaires écrivent : « U.S. go home », Américains, rentrez chez vous.

Dans toutes ces campagnes, il y a de la force ouvrière, il y a de la violence révolutionnaire. Le P.C.F. appelle à la grève politique, mobilise activement les larges masses ouvrières. C'est l'époque où les ouvriers vont aux manifestations solidement armés de « pancartes » et de bouillons. Ils n'hésitent pas à faire des barricades, ils n'hésiteront pas à affronter la police.

Le 28 mai 1952, encore, ils manifestent contre la venue à Paris du général américain Ridgway. La bataille de rue fait rage pendant 6 heures, en particulier devant la gare de l'Est. Le mouvement populaire anti-yankee a ce jour-là un martyr, un camarade communiste algérien, tué par les flics, Belaïd Hocine, un héros ouvrier du prolétariat international de France.

Le mouvement populaire anti-yankee a son organisation de masse d'ampleur internationale : le Mouvement de la Paix. Il a une base de masse étendue, non seulement chez les ouvriers mais chez les intellectuels.

Entre 1950 et 1953, en pleine hystérie anticommuniste aux Etats-Unis, deux Américains, Julius et Ethel Rosenberg, sont accusés d'espionnage, condamnés et exécutés. Ils sont entièrement innocents. Un puissant mouvement mobilise l'opinion contre la barbarie yankee. Presque tous les intellectuels connus s'engagent dans ce mouvement. Ils manifestent, le 21 juin 53, devant l'ambassade américaine.

## 4 - L'ECHEC DU P.C.F., LE SUCCES DES GAULLISTES (1955-1965)

A partir de 1955, c'est presque l'agonie, le sentiment anti-yankee existe toujours, mais le mouvement anti-yankee n'est plus une force populaire, une

force de la révolution. En 1958, c'est le coup d'Etat gaulliste qui va profiter de l'antiaméricanisme. C'est de Gaulle qui va quitter l'O.T.A.N. C'est lui qui va parler tous les jours « d'indépendance nationale » face aux Américains.

Que s'est-il passé ? Il faut se souvenir qu'en 1945, les gens du P.C.F. ont choisi. Leur politique n'est pas de renforcer le camp de la révolution prolétarienne en France, de miser à fond sur son autonomie de combat. Leur politique, c'est d'abord le front uni patriotique avec les gaullistes. Thorez est ministre de de Gaulle. Dans ce front uni, ce ne sont pas les communistes qui dirigent. Thorez fait désarmer les milices patriotiques, noyaux populaires armés. L'épuration des collaborateurs est très limitée. Thorez invite les ouvriers à « reconstruire l'économie nationale ».

Quelle économie ? L'économie bourgeoise, le capitalisme français. Dès ce moment, l'articulation entre anti-yankee et révolution prolétarienne commence à se défaire.

Quand la guerre froide commence entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, le P.C.F. est éliminé du gouvernement. Le prolétariat se dresse dans de formidables combats classe contre classe (grèves violentes de 1947 et 1948) (1).

C'est alors que le P.C.F. jette toutes ses forces, non pas dans une offensive révolutionnaire prolétarienne — dont l'anti-impérialisme serait un élément — mais dans un mouvement anti-américain.

Pour le P.C.F., il n'y a qu'une contradiction fondamentale, dans les années 1950 : la contradiction entre le camp socialiste (l'U.R.S.S.) et le camp impérialiste (les U.S.A. et leurs valets). Les contradictions propres à la révolution en France sont subordonnées à cette contradiction fondamentale.

Du coup, le mouvement anti-yankee se trouve coupé de ses sources prolétariennes internes. Il devient un mouvement purement idéologique, de défense de l'U.R.S.S. et d'hostilité à l'impérialisme américain.

Le P.C.F. défend la paix et il a raison. La paix est une grande idée populaire. Mais à la guerre impérialiste, on ne peut opposer la seule idée de paix, la seule défense du camp socialiste. A la guerre impérialiste, il faut opposer la révolution prolétarienne.

Le P.C.F. lutte contre l'impérialisme américain, au nom de l'U.R.S.S. et au nom de la paix. Mais le lien à la révolution, le lien au prolétariat, se défait. Le mouvement populaire anti-yankee, enthousiaste et violent au début, ne prend pas position sur la question du pouvoir et de l'Etat. Il est coupé du programme révolutionnaire du prolétariat.

Finalement, le P.C.F. ne fait qu'utiliser à son tour le juste sentiment populaire anti-yankee, de façon purement défensive, idéologique. Le P.C.F. accepte le terrain proposé et dirigé par les gaullistes : indépendance nationale contre tutelle américaine. Peu importe la nature de classe de l'Etat français, pourvu qu'il s'oppose aux yankees.

Sur ce terrain, le P.C.F. (2) doit en fin de compte défendre l'impérialisme français lui-même. Si on ne lie pas la question nationale à celle de la révolution, on se met forcément à la remorque des bourgeois nationalistes. Car ces bourgeois ont pour eux la force de l'Etat, le projet et la possibilité de contrôler l'Etat nationaliste et impérialiste.

Ce n'est pas un hasard si ensuite, le P.C.F. va s'enfoncer dans le borborygme chauvin, jusqu'à défendre, en 1954-56, la guerre coloniale en Algérie. Jusqu'à s'opposer aujourd'hui à l'indépendance des colonies (Martinique, etc.), sous le prétexte que si les Français s'en vont, les Américains vont prendre leur place.

C'est cette politique qui brise la force révolutionnaire du mouvement anti-yankee. Entre deux variantes de « l'indépendance nationale » anti-américaine à la sauce bourgeoise, de larges fractions du peuple, démoralisées, épuisées par des campagnes de masse sans issue, sans perspective révolutionnaire, purement idéologiques et défensives, vont choisir la plus étatique, la plus solide : le gaullisme.

## 5 - LA RENAISSANCE DE L'ANTI-IMPÉRIALISME REVOLUTIONNAIRE (DEPUIS 1965)

C'est sur un terrain complètement neuf que le sentiment populaire anti-yankee pourra reconstituer sa vigueur prolétarienne. Ce terrain existe depuis 10 ans.

Dans les années 1960, sous la direction des marxistes-léninistes, le mouvement anti-yankee s'est déployé avec vigueur, surtout dans la jeunesse, à propos de la lutte des peuples d'Indochine. C'est l'époque de l'essor des « comités Vietnam de base », véritable force révolutionnaire anti-impé-

rialiste. Pourquoi cette force ? Parce que le mouvement retrouvait ses racines internes, ses liens aux questions de la révolution : lutte acharnée contre les capitulaires dégénérés du P.C.F. ; liaison aux masses populaires dans les quartiers, violence révolutionnaire ; projet d'un Parti communiste de type nouveau ; travail marxiste-léniniste dans les usines, etc.

C'est dans cette voie que nous devons poursuivre aujourd'hui. L'impérialisme américain flageole sous les coups des peuples. Il faut aider à achever la bête. Mais ceci n'est possible qu'en inscrivant fermement l'anti-yankee dans le projet de la révolution en France : c'est la leçon fondamentale que nous donne l'histoire de 30 ans de mouvement populaire anti-yankee.

Or, le projet de la révolution prolétarienne :

— attaque de plein fouet l'Etat impérialiste français ;

— est antagoniste aux menées du P.C.F. et, à l'échelle mondiale, aux visées agressives du social-impérialisme russe.

La forte tradition populaire anti-yankee peut être un appui historique important dans le camp de la révolution, mais dans le cadre d'un programme révolutionnaire d'ensemble, qui lie de façon offensive :

— la lutte révolutionnaire contre l'Etat impérialiste français ;

— la lutte contre le social-impérialisme russe ;

— la lutte contre l'impérialisme américain.

Seule la liaison de ces trois points donne son tranchant prolétarien à la lutte anti-yankee. Quiconque prostitue cette lutte dans une alliance stratégique, soit avec les gaullistes, soit avec les révisionnistes, ne fait que bégayer les erreurs et les impasses des années 1950.

C'est dire qu'il n'y a de luttes conséquentes contre l'impérialisme américain que sous la direction des marxistes-léninistes, dans la lutte à couteaux tirés contre les gens du P.C.F., et à la lumière du projet de la révolution prolétarienne dans son étape actuelle, celle de l'édification par l'avant-garde ouvrière de son Parti communiste de type nouveau.

(1) Sur 47, voir le *Marxiste-Léniniste*, n° 3/4, disponible.

(2) L'Humanité Rouge fait aujourd'hui exactement la même chose que le PCF des années 50, dans la façon dont elle fait campagne contre le social-impérialisme russe. Comme le PCF, elle devient l'allié objectif de l'impérialisme français, et de l'impérialisme américain par dessus le marché.

# LA FRANCE, ETAT COLONIALISTE ET IMPÉRIALISTE

L'impérialisme français a été terriblement affaibli par les grandes luttes de libération nationale des peuples vietnamien et algérien. C'est sur cette base qu'on a vu un nouvel essor des luttes de classe en France même, à partir des années soixante. La trahison du P.C.F., complice de la guerre coloniale en Algérie, a servi de leçon : l'avant-garde ouvrière et populaire a commencé à se révolter contre la tutelle chauvine et réactionnaire des faux communistes et de leurs satellites syndicalistes.

Mais si l'impérialisme français a été sérieusement ébranlé, si, en trente ans, il a perdu la plupart de ses colonies : il n'en reste pas moins un impérialisme important, actif dans de nombreuses régions du monde.

La crise actuelle, due pour une bonne part aux luttes anti-impérialistes des peuples du monde, est pour nous un grand encouragement pour combattre sans merci l'impérialisme français.

## 1 - LA CLIQUE GISCARD ET L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Dans la conjoncture de crise mondiale du capitalisme, les aspirations gaulliennes à l'autonomie par rapport aux deux superpuissances U.S. - U.R.S.S., s'effondrent. La nouvelle équipe au pouvoir, représentante du libéralisme en économie, et de l'atlantisme en politique extérieure, semble chercher à « désenclaver » l'empire

français, afin de participer au partage mondial du gâteau au même niveau que les autres puissances impérialistes moyennes (Angleterre, Allemagne, Italie, etc...), les investissements étrangers (en particulier U.S.) commencent à être encouragés dans les néo-colonies comme dans les colonies françaises (bois en Guayane, concession de prospection minière au Tchad, Niger, etc...) ; tandis que les investissements impérialistes français se diversifient pour atteindre des zones non-hégémoniques (en Irak, Iran, etc...)

Pour combattre les luttes de libération nationale dans les pays dominés et la révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes, les capitalistes s'agitent en tous sens pour réajuster leur domination : les résidus du colonialisme portugais sont liquidés, l'Etat impérialiste français est contraint de prendre acte des aspirations à l'indépendance des pays colonisés (Comores, Djibouti, Polynésie, etc...) et compote en toute hâte une indépendance formelle avec ses complices locaux.

L'impérialisme français, c'est :  
— UNE DES DERNIERES PUISSANCES COLONIALES,  
— LE TROISIEME VENDEUR D'ARMES DU MONDE,  
— UNE PUISSANCE, HEGEMONIQUE DANS LES NEO-COLONIES D'AFRIQUE DE L'OUEST, ET IMPORTANTE DANS LE MAGHREB.

## 2 - UNE DES DERNIERES PUISSANCES COLONIALES

Rappelons la définition théorique du colonialisme donnée par Colbert dans le PACTE COLONIAL (Colbert : bourgeois et ministre de Louis XIV au XVII<sup>e</sup> siècle) :

« Les colonies doivent exporter leurs produits vers la métropole, sans possibilités pour elles de créer à demeure les industries de transformation. Par ailleurs elles doivent obligatoirement consommer les produits fabriqués en métropole, ainsi que les denrées de première nécessité. Enfin, le transport dans les deux sens doit se faire sur les navires de la marine marchande. La colonie ne doit rien fabriquer elle-même, pas même un clou ou un fer à cheval. »

## 3 - LE PACTE COLONIAL TOUJOURS EN VIGUEUR

Aujourd'hui, la situation économique reste pratiquement du même type que celle décrite par Colbert dans les « départements d'outre-mer » et les « territoires d'outre-mer », noms donnés par l'Etat impérialiste français aux colonies D.O.M.S. : Martinique (plus de 300 000 habitants), Guadeloupe (plus de 300 000 habitants), Réunion (estimé à 500 000), Guyane

(70 000) T.O.M.S. : Polynésie (120 000) Comores (320 000) T.F.A.I.-Djibouti (120 000) Nouvelle-Calédonie (80 000) Wallis-et-Futuna (20 000) St-Pierre-et-Miquelon (6 000), Nouvelles-Hébrides, en condominium avec la Grande-Bretagne (70 000) :

a) Les produits exportés par les T.O.M.-D.O.M. sont des matières premières :

— Cultures commerciales : bananes et canne à sucre aux Antilles, plantes à parfum aux Comores, Coprah en Polynésie (huile et margarine), etc...

— Produits miniers : Nickel en Nouvelle-Calédonie, Manganèse aux Nouvelles-Hébrides, etc...

b) Le commerce se fait presque exclusivement avec la France : 2/3 des échanges pour les D.O.M., 3/4 pour les T.O.M. alors que les distances entre ces pays et la France sont le plus souvent énormes.

c) Les transports sont assurés pratiquement par Air France - UTA, la Compagnie Générale Transatlantique et la Compagnie des Messageries Maritimes.

Le sous-développement est entretenu par la bourgeoisie impérialiste française qui entend profiter au maximum des colonies en achetant à bas prix les matières premières et en vendant au prix fort les produits manufacturés. Le déficit chronique de la balance commerciale de ces pays est comblé par des fonds